



CHARTRE DÉPARTEMENTALE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Partenaires

UN ACCÈS FACILITÉ AUX MARCHÉS DÉPARTEMENTAUX

Le Département de l'Isère est un acteur majeur de l'économie locale. Chaque année, près de **338 M€** sont injectés dans les entreprises grâce à ses investissements ; en ce qui concerne le BTP, 9 marchés de travaux sur 10 reviennent à une **entreprise du département**.

Cette charte, souhaitée par la majorité départementale, a une ambition claire : que toutes les entreprises iséroises, TPE et PME, aient **un accès facilité aux marchés départementaux**.

La complexité apparente des marchés publics peut parfois rebuter les entreprises. Cette charte de la commande publique doit nous permettre de répondre à ces appréhensions.

Elle s'inscrit, de plus, pleinement dans la lignée du **plan de relance de 100 M€** que nous avons lancé avec la majorité départementale, en 2015, pour **doper l'économie locale sur notre territoire et investir dans les infrastructures nécessaires à la croissance de demain**.

Jean-Pierre Barbier
Président du Département

Signataires et contacts de la charte de la commande publique

9 Organisations professionnelles

3 chambres consulaires



FBTP Isère
Fédération du Bâtiment et des Travaux Publics de l'Isère
88 avenue des Martyrs - 38000 Grenoble
04 76 86 63 80
www.fbtpisere.fr

CPME Isère
Confédération des Petites et Moyennes Entreprises de l'Isère
3 avenue Paul Verlaine 38029 Grenoble cedex 2
04 76 22 87 87
www.cgpme-ra.org/isere

U2P Isère
Union professionnelle Artisanale
3 Cours Jean Jaurès - 38130 Echirolles
04 76 09 39 36
www.u2p-france.fr

CAPEB Isère
Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment de l'Isère
3 cours Jean Jaurès - 38130 Echirolles
04 74 16 18 38
www.capeb-isere.fr

CNAMS Isère
Confédération Nationale de l'Artisanat, des Métiers et des Services de l'Isère
27 Allée Jules Flandrin - 38330 Montbonnot
www.cnams.fr

CGAD de l'Isère
Confédération générale de l'alimentation en détail de l'Isère et Organisation professionnelle des Artisans bouchers de l'Isère
334 Rue Vingt-Toises
38950 Saint-Martin-Le-Vinoux
bouchers-de-isere@wanadoo.fr

UNAPL Isère
Union nationale des professions libérales
Le Trident immeuble A, 34 avenue de l'Europe
38029 Grenoble cedex 2
www.unapl.fr

CNATP
Chambre nationale de l'artisanat, des travaux publics, des paysagistes et des activités annexes
168 Chemin Saint-Jean
38780 Oytier-Saint-Oblas
04 76 09 39 36
www.cnatp.org

MEDEF Isère
Mouvement des entreprises de France
66 Boulevard Maréchal Foch
38000 Grenoble
04 76 49 25 60
www.medef-isere.com

CMAI
Chambre de métiers et de l'artisanat
20 rue des Arts et Métiers
ZAC Bouchayer-Viallet
38026 Grenoble cedex 1
04 76 70 82 09
www.cma-isere.fr

CCINI
Chambre de Commerce et d'Industrie Nord Isère
5 Rue Antoine Condorcet
38093 Villefontaine
04 74 95 24 00
www.ccinordisere.fr

CCIG
Chambre de Commerce et d'Industrie de Grenoble
1 Place André Malraux
38000 Grenoble
04 76 28 28 28
www.grenoble.cci.fr

Sommaire



Préambule 6
Les bonnes pratiques du Département 8

Objectif 1
**FACILITER L'ACCES DES TPE ET PME A LA COMMANDE PUBLIQUE,
POUR SOUTENIR L'EMPLOI LOCAL**

Axe 1 : Simplifier l'achat et accélérer les paiements 10
Axe 2 : Faciliter les procédures. 12
Axe 3 : Toucher plus et mieux d'entreprises 13

Objectif 2
PROMOUVOIR LA RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES

Axe 1 : Préciser l'ambition du Département concernant le développement
des clauses sociales 16
Axe 2 : Accompagner les entreprises dans la mise en œuvre des clauses sociales. 17
Axe 3 : Promouvoir un achat responsable 19

Objectif 3
**ACHETER MIEUX EN FAVORISANT LE DIALOGUE AVEC LES ENTREPRISES
ET LES PARTENAIRES**

Axe 1 : Accompagner les entreprises 22
Axe 2 : Dialoguer pour un achat performant. 23

Préambule



Le Département de l'Isère est un acteur majeur de l'économie locale. Par le nombre et le volume de marchés qu'il passe chaque année, il soutient et participe au développement de la croissance sur le territoire. Avec le plan de relance lancé en 2015, le Département a conforté sa volonté d'agir très concrètement en faveur de l'activité économique et de l'emploi.

Le Département se veut exemplaire dans le respect et l'application des lois et règlements qui encadrent l'égalité des chances à la commande publique. Il est toutefois utile de rendre plus lisible cet engagement. Conscient que nombre d'entreprises, notamment les PME et TPE qui font le tissu économique du territoire, rencontrent des difficultés à aborder le « continent des marchés », il souhaite également faciliter l'accès à la commande publique.

Pour leur part, les organisations professionnelles proposent l'adaptation de certains modes opératoires, et expriment la nécessité d'encourager les entreprises à « Oser la commande publique ».

Le Département et les organisations professionnelles iséroises s'engagent, par la présente charte, à mettre en œuvre les moyens propres à garantir la performance de l'achat public et à améliorer la relation acheteur/fournisseurs, tout en garantissant la maîtrise des risques.

CETTE CHARTRE REPOSE SUR 3 OBJECTIFS MAJEURS :

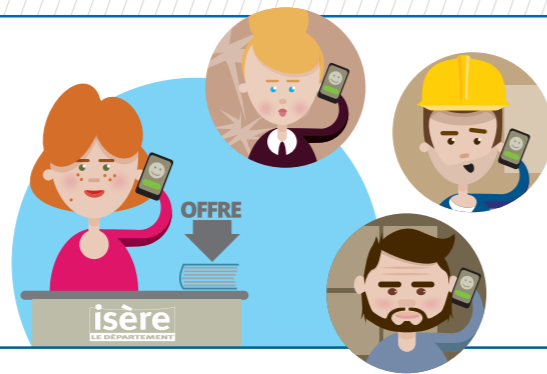
- Objectif 1** Faciliter l'accès des TPE et PME à la commande publique, pour soutenir l'emploi local
- Objectif 2** Promouvoir la responsabilité sociétale des entreprises
- Objectif 3** Favoriser le dialogue avec les entreprises et les partenaires

En partenariat avec les organismes signataires, un suivi régulier de l'application de cette charte sera mis en œuvre, pour mesurer les progrès apportés et envisager dans la durée, les améliorations potentielles.

Objectif 1

Les bonnes pratiques du Département de l'Isère

Le Département respecte nombre de principes qui facilitent la bonne exécution de ses marchés, dans le respect des relations avec ses fournisseurs.



Un interlocuteur technique est désigné par la collectivité pour chaque appel d'offre.



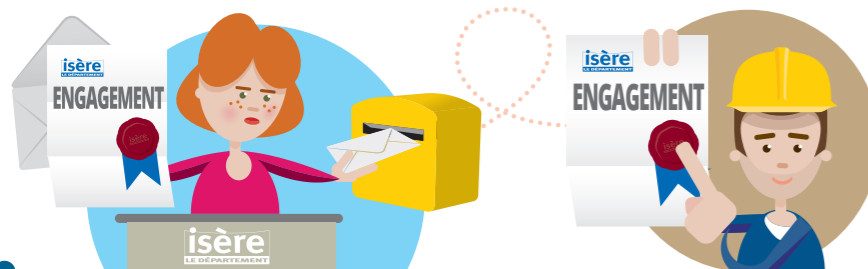
Une formule de révision de prix est toujours prévue.



L'acheteur s'interdit de révéler aux autres candidats les solutions proposées ou informations confidentielles communiquées par un candidat dans le cadre de la négociation.



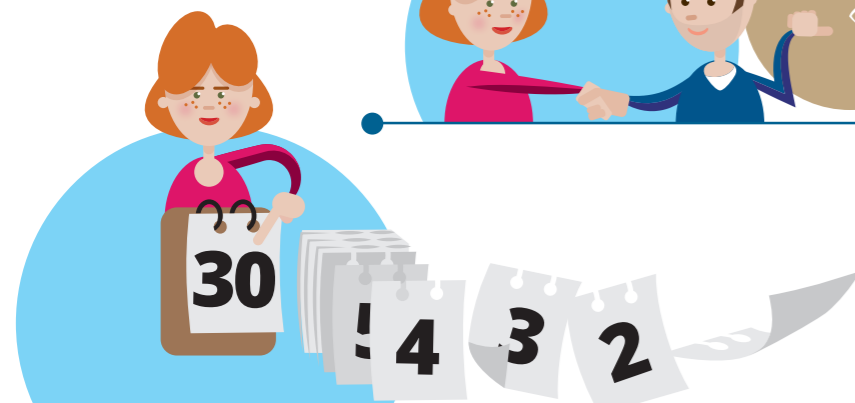
Les offres anormalement basses, pouvant faire courir un risque aux deux parties, sont repérées et appellent une justification de l'entreprise candidate.



Une lettre de commande chiffrée ou un acte d'engagement est notifié au titulaire avant tout démarrage des travaux.



La sous-traitance est encadrée.



Le délai de paiement de 30 jours est respecté.

FACILITER L'ACCES DES TPE ET PME A LA COMMANDE PUBLIQUE, POUR SOUTENIR L'EMPLOI LOCAL

LES ENGAGEMENTS DE PROGRES

3 axes de progression seront mis en place :

- > Simplifier l'achat et accélérer les paiements
 - > Faciliter les procédures
 - > Toucher plus et mieux d'entreprises

AXE 1 SIMPLIFIER L'ACHAT ET ACCELERER LES PAIEMENTS

Les petites entreprises et les artisans rencontrent de réelles difficultés à l'égard des marchés publics, dont les procédures semblent complexes, et l'information peu accessible et peu lisible. En outre, quel que soit le montant du marché, la trésorerie demeure une question cruciale pour tous les fournisseurs, entrepreneurs et prestataires de service.

1/ Adapter la publicité des petits marchés

Le marché négocié sans publicité ni mise en concurrence est possible juridiquement lorsque le montant estimé du marché est inférieur à 25 000 € HT, en veillant à choisir une offre pertinente. Au Département de l'Isère, la mise en concurrence est toujours favorisée, y compris pour ces marchés inférieurs à 25 000 € HT, selon un système allégé de demande de 3 devis.

Aussi, d'autres procédures s'avèrent insuffisamment exploitées, tels les accords-cadres, qui permettent de consulter en une fois, pour plusieurs commandes étalées dans le temps, des fournisseurs qui seront seuls interrogés au moment du besoin d'achat de la collectivité. L'effet bénéfique pour l'entreprise est une réduction des formalités de marché, et une souplesse à l'égard des engagements qui lui sont possibles de tenir, à chaque bon de commande.



ENGAGEMENT DE LA COLLECTIVITÉ :

Expérimenter les accords-cadres par zone géographique.

2/ Dématérialiser

Au 1^{er} octobre 2018, la dématérialisation sera une obligation pour les collectivités. Le Département a déjà encouragé ce mode d'échange. Or à ce jour, moins de 10% des réponses sont réalisées en dématérialisé, ce qui illustre bien le défaut de connaissance de bon nombre d'entreprises en la matière.



ENGAGEMENT DE LA COLLECTIVITÉ :

Mettre en œuvre dès que possible le marché public simplifié (MPS, appelé à devenir le Document Unique de Marché Européen) lequel permet aux entreprises de répondre avec leur seul numéro SIRET.

ENGAGEMENT DES ORGANISMES SIGNATAIRES :

Promouvoir la remise des offres électroniques, animer des ateliers sur la dématérialisation.

3/ Simplifier la formulation de l'offre technique

La collectivité propose, notamment pour les marchés de constructions ou d'infrastructures, des « cadres de mémoire technique » facilitateurs mais jugés encore complexes à utiliser.



ENGAGEMENT DE LA COLLECTIVITÉ :

Elaborer les cadres de mémoires techniques avec les architectes et économistes, et les tester auprès des artisans pour les rendre plus accessibles.

4/ Préserver la trésorerie des entreprises

Une avance permet de favoriser l'accès des TPE aux marchés publics en les dotant d'une trésorerie suffisante. En matière de travaux, une avance forfaitaire est déjà accordée par le Département. Son principe peut être étendu pour les petits lots, et être plus systématique pour les marchés importants. Il est toutefois nécessaire d'encadrer les conditions de ces avances, en fonction du seuil de risque acceptable par la collectivité.



ENGAGEMENT DE LA COLLECTIVITÉ :

Accorder une avance pour les marchés de travaux de :

- 20% pour les marchés (lots) < 100 000 € HT, sans garantie bancaire,
- 20% pour les marchés (lots) de 100 000 € HT à 1 million € HT, avec garantie bancaire,
- un montant au cas par cas pour les marchés > 1 million €, avec garantie bancaire.

5/ Optimiser les règlements définitifs de travaux

Le Département applique des règles favorables aux entreprises, en réalisant le paiement au plus près de la réalisation des travaux, avec des délais reconnus comme performants : Le Département demande à ses maîtres d'œuvre de valider les situations de travaux sous 10 jours.

En matière de travaux, une entreprise ayant réalisé toutes ses prestations peut demander un paiement à 100% de son marché dans sa dernière situation. Nonobstant les retenues de garantie qui ne sont levées par la Paierie Départementale qu'à l'issue du délai de garantie de parfait achèvement, le paiement immédiat des prestations est la Loi, qu'il y ait ou non des réserves. Par la suite, et en cas de décompte général définitif négatif, l'entreprise ayant encaissé des trop-perçus, se doit de les restituer dès demande du maître d'ouvrage.

Enfin, et toujours dans l'objectif de régler les soldes de marchés rapidement, il est possible de progresser en matière de production des Décomptes généraux définitifs (DGD), et de la libération des retenues de garantie.



ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITÉ :

Honorer le paiement à 100% de la dernière situation de travaux, lorsqu'il a été demandé par l'entreprise à l'issue de la réalisation de ses prestations.

Performer les logiciels de suivi d'opération du Département, afin d'améliorer le processus de règlement du solde définitif :

- Au niveau du Décompte général définitif (DGD)
- Et au niveau de la libération de la retenue de garantie.

ENGAGEMENTS DES ORGANISMES SIGNATAIRES :

Communiquer davantage sur la responsabilité des entreprises à l'égard de leurs obligations sur la levée des réserves et la restitution des trop perçus en cas de Décompte général définitif négatif.

Agir avec la corporation des maîtres d'œuvre pour gagner en compétence et en performance en matière de suivi comptable, afin d'assurer des DGD rapides dans le cadre de leur mission DET (Direction, Exécution, travaux).

AXE 2 FACILITER LES PROCEDURES

L'objectif général est de simplifier les démarches et l'accessibilité aux marchés publics, en accompagnant les entreprises vers les nouveaux enjeux de modernisation de la commande publique.

1/ Adapter les délais de réponse

Le délai de réponse général aux marchés de travaux est fixé par le Département à 30 jours, afin de respecter les délais globaux de réalisation des opérations. Ce délai est parfois juger trop court par les prestataires potentiels, dont on relève par ailleurs un manque d'anticipation. La complexité de certains marchés pourrait justifier toutefois un délai plus long, qui laisserait plus de chances aux TPE les plus démunies administrativement.



ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITÉ :

Allonger le délai lorsque la complexité de l'opération le justifie et lorsque des exigences environnementales nécessitent des recherches techniques particulières.

Tenir compte de la « démobilisation » du mois d'août.

ENGAGEMENT DES ORGANISMES SIGNATAIRES :

Former les entreprises à recevoir les alertes

2/ Renforcer le droit à la régularisation

Le Département applique un droit au rattrapage sur les pièces administratives, en phase de candidature comme le permet la Loi, mais toutefois pas de façon systématique.



ENGAGEMENT DE LA COLLECTIVITÉ :

Appliquer plus facilement le droit à la régularisation en phase de candidature.

3/ Encourager les variantes sources d'innovation

Il est proposé que les consultations autorisent, dès que cela est possible, la présentation, par les candidats, d'une offre comportant des variantes source d'innovation.



ENGAGEMENT DE LA COLLECTIVITÉ :

Favoriser les propositions de variantes des fournisseurs susceptibles d'améliorer coûts globaux et qualité et faisant appel à leur capacité d'innovation.

AXE 3 TOUCHER PLUS ET MIEUX D'ENTREPRISES

L'objectif est d'élargir l'accès des entreprises à la commande publique en formulant un niveau d'exigence en stricte adéquation avec les besoins définis, et en visant un plus grand nombre d'entreprises attributaires tout en augmentant la qualité globale de l'achat.

1/ Allotir plus couramment

Un allotissement plus poussé pourrait ouvrir les marchés à un plus grand nombre de petites entreprises.



ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITÉ :

Pratiquer un allotissement des prestations et travaux en fonction des secteurs et métiers concernés, facilitant l'accès aux marchés des plus petites entreprises.

Encourager la présentation des candidatures sous forme de groupement, sans imposer systématiquement le groupement solidaire lorsque celui-ci n'est pas indispensable, notamment grâce au recours aux macro-lots.

Exiger (par lot) uniquement des moyens adaptés à la nature, à la technicité et au volume des prestations.

2/ Encourager les accords-cadres

Les accords-cadres permettent une seule procédure de consultation pour des commandes qui s'étaleront dans le temps et auprès de plusieurs entreprises retenues. Afin d'avoir un réel effet sur le nombre d'entreprises candidates, il s'avère nécessaire de bien renseigner ces accords-cadres.



ENGAGEMENT DE LA COLLECTIVITÉ :

Fixation de minimum et de maximum dans les accords-cadres.

3/ Bien choisir le mieux disant

L'intérêt de la pluralité de critères pondérés est reconnu par le Département, considérant que le poids du critère du prix ne peut être jugé qu'au cas par cas.



ENGAGEMENT DE LA COLLECTIVITÉ :

Sélectionner les offres les mieux disantes, y compris dans les procédures adaptées, en adaptant les critères de sélection des offres aux spécificités du marché et en veillant à ce que le critère prix ne prévale pas de façon systématique.

4/ Cibler les entreprises concernées

Afin de favoriser la concurrence, les appels d'offre restreints ne sont pas favorisés par le Département. Toutefois, pour certaines prestations spécialisées, prendre en compte un nombre restreint de candidats peut permettre un gain de temps pour la collectivité, et éviter que des entreprises insuffisamment qualifiées ne produisent inutilement des devis.

Par ailleurs, afin de cibler des prestataires qualifiés, et singulièrement dans le domaine de la construction, les certificats et labels sont des indicateurs probants, mais qui ne concernent pas toutes les entreprises. Aussi, les équivalences sont-elles étudiées et prises en compte.



ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITÉ :

En appel d'offre ouvert, retenir la possibilité d'écarter des candidats à l'ouverture des candidatures, au regard de leurs qualifications insuffisantes.

N'exiger que les qualifications dimensionnées à la bonne exécution du marché.

Recourir à l'appel d'offre restreint pour les interventions spécialisées.

Développer les méthodes et pratiques du sourçage pour une meilleure adéquation entre les offres des entreprises et les besoins de la collectivité.

PROMOUVOIR LA RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES

LES ENGAGEMENTS DE PROGRES

3 axes de progression seront mis en place :

- > Préciser l'ambition du Département concernant le développement des clauses sociales
 - > Accompagner les entreprises dans la mise en œuvre des clauses sociales
 - > Promouvoir un achat responsable

Le Département de l'Isère agit pour les solidarités humaines et territoriales. Il est de sa responsabilité d'acheteur public de contribuer à la mise en œuvre des politiques de développement durable, d'insertion et d'innovation sur son territoire.

La commande publique doit être un levier de l'insertion professionnelle. Les enjeux pour le Département sont en particulier de permettre aux publics éloignés de l'emploi de participer à l'attractivité économique du territoire et de favoriser le retour à l'emploi des allocataires du RSA. La démarche de progrès, à mener avec les entreprises et les organismes professionnels, consiste à élargir et diversifier les solutions (clauses d'insertion, marchés réservés...), et les publics bénéficiaires de ces mesures. Il s'agit donc, sans en faire un critère d'attribution en soi dans les marchés, de valoriser les démarches des entreprises quant à leur responsabilité sociétale, y compris en matière de promotion de l'alternance (contrats d'apprentissage et de professionnalisation). Il s'agit également de soutenir des solutions dynamiques et pérennes pour les parcours d'insertion professionnelle, et d'accompagner les entreprises dans la mise en œuvre de ces solutions.

Le Département a également pour objectif de poursuivre la politique d'achats durables et responsables.

AXE 1 PRECISER L'AMBITION DU DEPARTEMENT CONCERNANT LE DEVELOPPEMENT DES CLAUSES SOCIALES

1/ Des clauses sociales selon les typologies de marchés

Le Département s'engage à étudier systématiquement l'opportunité de clauses sociales dans tous les marchés supérieurs à 90 000 € HT de travaux, de services et de prestations intellectuelles.

Ce seuil, communément admis par les grands donneurs d'ordre, permet de ne pas mettre en difficulté les PME et TPE, tout en étant suffisamment important pour générer un minimum de 35 heures d'insertion.

Pour tous les marchés inférieurs à 90 000 €, il est également proposé de travailler sur la mise en œuvre d'actions incitatives pour faciliter le rapprochement entre PME/TPE locales et les services Insertion des Territoires du Département, et construire des parcours d'insertion pour les allocataires du RSA.



ENGAGEMENT DE LA COLLECTIVITÉ :

Inscrire des objectifs d'insertion dans tous les marchés supérieurs à 90 000 €HT, après étude au regard de différents critères : la technicité, la durée et le délai du marché, l'offre d'accompagnement d'insertion existante localement, et le contexte économique des entreprises.

Afin de renforcer l'offre d'insertion dans les territoires, le Département souhaite également développer les marchés réservés aux structures d'insertion par l'activité économique (SIAE), et aux établissements et services d'aide par le travail (ESAT).

En proposant de s'appuyer sur l'article 36 - II et 36 - I de l'ordonnance du 23 juillet 2016, le Département souhaite réserver de l'activité à ces structures et par la même occasion offrir de nouvelles opportunités d'emplois aidés aux publics éloignés, dont les allocataires du RSA. Au-delà de l'objectif d'insertion, la volonté du Département est aussi de s'appuyer sur les acteurs économiques locaux en veillant à favoriser la complémentarité entre les SIAE et les TPE/PME locales.



ENGAGEMENT DE LA COLLECTIVITÉ :

Mettre en œuvre une analyse d'opportunité préalable à chaque lancement de marché réservé afin de vérifier l'impact de ce type de clause sociale sur les TPE/PME.

2/ Modalités de calcul des objectifs liés aux clauses sociales

Le Département s'engage à définir des objectifs d'insertion au regard des caractéristiques des projets.



ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITÉ :

Fixer un taux d'insertion de 5% (part des heures réservées aux publics éligibles)

Objectif minimum de 35 heures inscrit dans les marchés du Département de l'Isère.

3/ Publics éligibles aux clauses sociales

La « clause sociale » est un levier qui vise à favoriser le retour à l'emploi des publics qui en sont le plus éloignés, ce qui renvoie à plusieurs situations sociales :

- Allocataires du RSA ;
- Demandeurs d'Emploi de Longue Durée (12 mois minimum) ou de plus de 50 ans, inscrits au Pôle Emploi ;
- Bénéficiaires de minima sociaux (AAH, ATA, ...);
- Travailleurs handicapés reconnus par la Maison Départementale des Personnes Handicapées ;
- Jeunes de moins de 26 ans ayant un faible niveau de formation (niveau 5 et inférieur) ou rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle inscrits en Mission Locale ou au Pôle Emploi ;
- D'autres personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle peuvent, sur avis motivé des acteurs de l'emploi, être considérées comme éligibles.

Cette liste n'est pas exhaustive, mais fixée par l'Union Européenne et l'Etat Français.

(cf guides et recommandations - commande publique et accès à l'emploi des personnes qui en sont éloignées - Direction des Affaires Juridiques).

AXE 2 ACCOMPAGNER LES ENTREPRISES DANS LA MISE EN ŒUVRE DES CLAUSES SOCIALES

1/ Mobiliser une expertise et des outils dédiés aux entreprises

Afin d'apporter un véritable appui technique aux entreprises, le Département s'engage à proposer un accompagnement adapté à toutes les entreprises dans la mise en œuvre des clauses sociales liées à un projet du Département.

Cet accompagnement concerne aussi bien le processus de recrutement, que la mobilisation et le suivi dans l'emploi des publics éligibles, la mobilisation d'outils (CVthèque, formation), et le suivi de l'exécution des engagements en matière d'insertion.



ENGAGEMENT DE LA COLLECTIVITÉ :

Accompagnement adapté pour toutes les entreprises afin de faciliter la mise en œuvre des clauses sociales liées à un projet du Département (Interlocuteurs internes ou chargés de mission clauses sociales issus des intercommunalités).

2/ Bonus pour les emplois durables

L'objectif du Département est de faciliter le retour à l'emploi des publics qui en sont le plus éloignés, tout en permettant autant que possible l'acquisition d'une qualification ou un emploi « durable ».

Or la législation ne permet pas de valoriser dans le cadre des clauses sociales, des parcours de longue durée au sein d'une entreprise de plus d'une année. Pour contourner cette difficulté, le Département souhaite mettre en place un bonus d'heures pour les entreprises « vertueuses ».



ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITÉ :

Doubler le nombre d'heures comptabilisé dès lors que l'entreprise recrute une personne éloignée de l'emploi via un CDI, CDC ou contrat en alternance.

Possibilité de comptabiliser les publics recrutés dans le cadre d'une clause sociale sur une période allant jusqu'à 24 mois (soit 3640 heures).

3/ Développement du partenariat avec les Entreprises de Travail Temporaire

Les entreprises ont développé depuis de nombreuses années le partenariat avec les Entreprises de Travail Temporaire (ETT) pour répondre à leurs besoins de recrutement. Afin de prendre en compte ces pratiques, le Département s'engage à développer le partenariat avec les ETT afin de faciliter la mise en œuvre des clauses sociales. Ce partenariat doit permettre aux entreprises de répondre à leurs engagements en matière d'insertion et permettre aux publics d'accéder à des opportunités d'emploi.



ENGAGEMENT DE LA COLLECTIVITÉ :

Développer un cadre de partenariat avec les entreprises de travail temporaire pour faciliter la mise en œuvre des clauses sociales tout en répondant aux objectifs d'insertion du Département.

4/ Globalisation des clauses sociales

Partant du principe qu'une entreprise peut avoir à mettre en œuvre plusieurs marchés comportant des clauses sociales émanant de plusieurs maîtres d'ouvrage, le Département, pour faciliter la gestion du personnel des entreprises, et proposer des parcours plus long aux publics éligibles, trouverait bénéfique de permettre la globalisation des heures d'insertion générées par ses propres marchés avec d'autres marchés, sur sollicitation des entreprises attributaires.



ENGAGEMENT DE LA COLLECTIVITÉ :

Mettre en œuvre un principe de globalisation/mutualisation des clauses sociales avec d'autres maîtres d'ouvrage implantés sur le territoire Isérois, afin de faciliter la mise en œuvre des clauses sociales.

Cette comptabilisation sera faite même à défaut d'accord formel avec les autres maîtres d'ouvrage.

AXE 3 PROMOUVOIR UN ACHAT RESPONSABLE

L'achat responsable engage la collectivité sur les aspects sociaux et environnementaux.

Le Département souligne le respect essentiel des exigences réglementaires et des conditions d'emploi auxquelles sont soumises les entreprises, afin de lutter contre une concurrence déloyale. Par ailleurs, le Département souhaite favoriser l'achat de produits, services et travaux respectueux de l'environnement et inciter les entreprises à évoluer dans ces domaines.

Le décret sur les Marchés Publics impose au maître d'ouvrage public de définir précisément ses besoins et de fixer des objectifs de développement durable. Cela se traduit par la prise en compte d'exigences environnementales, de la passation au déroulement du marché.

Au-delà des critères d'attribution permettant de valoriser les pratiques vertueuses des fournisseurs et prestataires, ou de l'encadrement des conditions d'exécution par des clauses environnementales, le Département pourrait envisager le recours aux variantes « écologiques » pour s'appuyer sur les propositions innovantes des entreprises.

1/ Lutter contre le travail illégal

Les fraudes à la législation du travail et aux règles du travail détaché font déplorer un dumping social, une concurrence déloyale et des conditions de sécurité des chantiers insuffisantes.

La réglementation implique le maître d'ouvrage public dans la chaîne de responsabilité en cas de travail illégal ou de conditions de travail indignes. Désormais, le maître d'ouvrage public doit veiller à concilier les principes de la commande publique avec une obligation générale de vigilance à l'égard des titulaires des marchés publics et de leurs sous-traitants directs et indirects. Il n'est toutefois pas chargé du contrôle du titulaire du marché au titre du droit du travail.



ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITÉ :

Rappeler dans les clauses des marchés, les responsabilités des entreprises en la matière.

Afin de prévenir les litiges, le Département intégrera aux CCAP des mesures de pénalités ou de résiliation du contrat à l'encontre des entreprises ne respectant pas leurs obligations, mesures applicables dès lors qu'il aura été informé d'irrégularités par les autorités habilitées à réaliser le contrôle du travail illégal.

2/ Poursuivre l'effort dans les pratiques d'achats de biens et fournitures



ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITÉ :

Porter une attention particulière à l'absence de substances néfastes pour l'environnement dans les achats de produits.

Privilégier, lorsque cela est opportun, les écolabels ou équivalents pour limiter au maximum l'impact environnemental de la fabrication et du fonctionnement des équipements (consommation énergétique, produits recyclés, emballages limités, etc...).

Intégrer le « coût Co2 » dans les critères (impact du transport).

3/ Diminuer l'impact des constructions et infrastructures



ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITÉ :

Exploiter les progrès des techniques et process de construction durable (plus-values des écolabels, innovations...) afin de mieux spécifier les cahiers des charges.

Privilégier les solutions les plus performantes en matière de consommation énergétique des bâtiments.

Encourager fortement la réduction des déchets produits, aider à leur traitement (tri à la source, valorisation...) ou à organiser le réemploi des surplus. Ce point pourrait être discuté avec les candidats dans le cadre de la négociation, afin de rechercher conjointement la solution la plus performante.

4/ Favoriser les filières courtes pour minimiser les transports



ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITÉ :

Confirmer et développer le recours aux approvisionnements locaux dans les marchés de restauration.

Favoriser l'emploi de matériaux locaux (filiale bois...) dans les limites permises par la réglementation.

ACHETER MIEUX EN FAVORISANT LE DIALOGUE AVEC LES ENTREPRISES ET LES PARTENAIRES

LES ENGAGEMENTS DE PROGRES

2 axes de progression seront mis en place :

- > Accompagner les entreprises
- > Dialoguer pour un achat performant

Le Département a pour ambition générale de piloter une politique d'achat intégrant des objectifs de performance économique et de développement durable (qualité, délais, performance des fournisseurs, etc...).

En outre, les engagements de la collectivité pour fluidifier les procédures, faciliter les commandes, élargir le type d'entreprises bénéficiaires de ses marchés, et l'implication des entreprises dans leurs responsabilités sociétales, appelle un meilleur dialogue entre le donneur d'ordre et les fournisseurs potentiels.

Ce dialogue s'entend autant dans l'accompagnement des plus petites entreprises que dans une meilleure compréhension réciproque des attentes de la collectivité et des offres des entreprises, pour un achat performant. Il s'agit par conséquent de :

- Diffuser les bonnes pratiques
- Permettre aux entreprises d'anticiper
- Visiter préalablement les chantiers complexes
- Gagner en souplesse de négociation

AXE 1 ACCOMPAGNER LES ENTREPRISES

1/ Diffuser les bonnes pratiques

Afin de répondre aux attentes des entreprises et aux enjeux de la collectivité, des forums et ateliers d'échanges sur des thématiques ciblées pourront être organisés régulièrement à destination des TPE notamment.



ENGAGEMENT DE LA COLLECTIVITÉ ET DES SIGNATAIRES :

Organisation d'ateliers animés par la collectivité, en partenariat avec les Chambres consulaires et les organisations professionnelles.

2/ Permettre aux entreprises d'anticiper

Le Département trouverait avantage à informer régulièrement de ses intentions d'achat par la communication d'une programmation des consultations à venir, pour assurer une meilleure visibilité aux entreprises sur la nature, le volume et le calendrier prévisionnel des futures consultations.



ENGAGEMENT DE LA COLLECTIVITÉ :

Informer largement et le plus en amont possible sur les volumes d'achats à venir et sur les consultations à engager ainsi que sur l'allotissement retenu pour les grosses opérations.

AXE 2 DIALOGUER POUR UN ACHAT PERFORMANT

1/ Visiter préalablement les chantiers complexes

Une visite préalable du site sur lequel les travaux seront réalisés peut être souhaitable, sachant qu'elle permet d'obtenir de meilleures propositions techniques. Il doit toutefois être tenu compte du fait que ceci rallonge les délais de consultation et demande une mobilisation importante des agents de la collectivité.

De nombreux travaux sur bâtiments concernent des réhabilitations. Comme sur les ouvrages complexes, une visite organisée en amont peut permettre un gain de temps par la suite, pour la collectivité comme pour les candidats.



ENGAGEMENT DE LA COLLECTIVITÉ :

Encourager une visite préalable, pour les restructurations et chantiers complexes. Dans ce cas, la visite sera obligatoire.

2/ Gagner en souplesse de négociation

La négociation est possible dans les procédures formalisées comme en MAPA. Peu utilisée, faute de délais, elle serait néanmoins intéressante pour améliorer l'efficacité des achats. S'il ne peut être question d'en décrire la procédure stricte dans le règlement de la consultation, la discussion, ouverte dans un processus qui peut être clairement décrit, est une démarche vertueuse, qui permet de retenir des entreprises les moins averties à la constitution d'offres écrites.



ENGAGEMENT DE LA COLLECTIVITÉ :

Professionnaliser et multiplier la pratique de la négociation, lorsqu'elle est opportune, afin d'obtenir des offres plus adaptées et performantes, étant entendu que la négociation ne porte pas uniquement sur le prix.

**CHARTRE DÉPARTEMENTALE
DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

Hôtel du Département de l'Isère

7 rue Fantin Latour
BP 1096, 38022 Grenoble Cedex 1



Document réalisé en 2018